

A un an de la présidentielle, Madagascar s'enfonce dans la crise politique

Libération - Mathieu Ait Lachkar - 21/07/17



Des sympathisants du parti Tiako i Madagasikara (TIM), présents malgré l'interdiction du meeting, à Antananarivo, le 8 juillet.
Photo Rijasolo. AFP

Grève des magistrats, démission du ministre des Finances... Le climat de l'île est miné par des affaires de corruption dans l'entourage du Président.

Le 11 juillet aux aurores, cinq individus ont débarqué au domicile de Barry Benson, à Antananarivo. L'animateur de télévision de 26 ans n'étant pas chez lui, les hommes ont enlevé sa mère. Même si les ravisseurs n'ont pas été identifiés, la descente était certainement liée à la parodie de la conversation musclée entre Claudine Razaimamonjy, conseillère du chef de l'Etat, et un enquêteur du Bureau indépendant anticorruption (Bianco), qu'il avait réalisée dans son émission. Barry Benson a préféré quitter le pays. A un an de la date prévue pour l'élection présidentielle, la situation politique et sociale n'en finit plus de se dégrader à Madagascar. Le Syndicat des magistrats malgaches (SMM) a fait grève du 11 au 17 juillet pour protester contre les interventions répétées du pouvoir dans les procédures judiciaires, et notamment la banalisation des menaces de mort proférées par des élus. Sur la Grande Ile, la corruption et les pressions gangrènent la plupart des secteurs et la marge de manœuvre laissée au contre-pouvoir semble se réduire.

La corruption endémique

D'après le classement 2016 de Transparency International, Madagascar se positionne à la 145^e place sur 176. Pour la seule année 2016, selon les chiffres du Bianco, 856 cas ont été dénoncés. Si aucun milieu n'est épargné, certains sont plus touchés que d'autres. Un quart des actes de corruption recensés concernent la police, un autre quart implique l'Etat directement. L'«affaire Claudine», du nom de la conseillère présidentielle soupçonnée de détournement de fonds dans l'attribution de marchés publics à des communes, est un énorme scandale. Et l'intervention du ministre de la justice, Charles Andriamimeza, pour réclamer sa libération auprès du Bianco chargé de l'enquête illustre l'intervention de l'Etat dans les affaires judiciaires.

Une société civile sous pression

L'interdiction, le 8 juillet, du rassemblement pour l'anniversaire du TIM, parti de l'ancien président Marc Ravalomanana (de 2002 à 2009), rend compte de la volonté de museler l'opposition. D'abord accepté auprès du tribunal administratif, le rassemblement a finalement été annulé au dernier moment par un arrêté de police. Malgré l'interdiction de manifester, une marche s'est constituée, suivie par un important dispositif

militaire. Mais après avoir marché quarante minutes sous bonne garde dans les rues de la capitale Antananarivo, les manifestants ont été dispersés par la police. Depuis l'arrivée d'Hery Rajaonarimampianina au pouvoir il y a trois ans, aucune manifestation publique n'a pu se tenir à l'exception des meetings du parti présidentiel HVM.

Malgré la liberté de la presse, les rédactions, largement inféodées aux partis politiques et minées par la corruption, ne sont pas épargnées par les pressions. La Haute Cour constitutionnelle a approuvé en août 2016, un projet de loi instaurant un nouveau Code de la communication. Cette mesure controversée prévoit de lourdes amendes pour des infractions telles que l'outrage, la diffamation ou l'insulte contre un représentant de l'Etat. Dans un rapport publié le 10 juillet, [Amnesty International dénonce](#) : «*Les autorités, ainsi que des personnes ou des groupes souhaitant protéger des intérêts particuliers, continuent d'intimider et de harceler les journalistes et les défenseurs des droits humains en vue de les réduire au silence et de faire obstruction à leur travail d'enquête ou à leurs activités en faveur des droits humains.*» Amnesty International considère également le militant écologiste Clovis Razafimalala comme un prisonnier d'opinion et demande sa libération immédiate et inconditionnelle. Celui qui a dénoncé le trafic et l'exploitation illégale du bois de rose et d'autres essences est détenu depuis plus de neuf mois pour rébellion, destruction de documents et de biens publics, et incendie volontaire.

2018, une présidentielle à risque

La (maigre) liste des candidats à la succession du président actuel n'est pas encore déclarée, mais elle s'esquisse peu à peu. Marc Ravalomanana devrait être de la partie, tout comme Andry Rajoelina. Les deux se connaissent très bien. Maire d'Antananarivo en 2009, Andry Rajoelina avait mené [les manifestations contre le gouvernement de Marc Ravalomanana](#). Il finira par s'imposer comme le chef de la transition, poussant le président de l'époque à fuir, provoquant la suspension d'une partie de l'aide internationale et une importante crise économique. C'est donc avec un bilan plus que mitigé que Marc Ravalomanana tentera de briguer un troisième mandat, face à celui qui l'a fait vaciller jadis et au président actuel, accusé de faire pression sur la justice. L'issue de cette élection semble compliquée tant elle implique des acteurs aux bilans troubles. L'idée de repousser le vote dans le courant de l'année 2019 fait son chemin depuis février au sein du gouvernement. Mais la Commission électorale nationale indépendante (Céni) a écarté tout report possible. Pour l'opposition, une telle décision pourrait mener à une nouvelle crise.

Source : http://www.liberation.fr/planete/2017/07/21/a-un-an-de-la-presidentielle-madagascar-s-enfonce-dans-la-crise-politique_1584917